En situation de chômage, l’Etat peut intervenir pour relancer l’économie en soutenant la demande globale.

Par exemple, l’Etat peut augmenter ses revenus de transferts, ce qui va augmenter le revenu des ménages ; lui-même sera dépensé à environ 80%, le reste étant épargné.

Ainsi, la demande globale augmente, et les ménages vont consommer davantage.

Les entreprises anticipent cette augmentation de la demande et vont se mettre à produire davantage pour accroître leur niveau de profit. Ainsi, elles prennent en charge une partie de la demande globale.

Pour produire, elles ont besoin de deux choses : tout d’abord, de l’investissement. C’est-à-dire acheter des biens de production à d’autres entreprises ; c’est donc de nouveau une demande, qui va à sont tour être captée, et ainsi de suite.

Il faut donc du capital pour produire, mais il faut également du travail. Elles versent alors des salaires, qui vont à leur tour augmenter le revenu des ménages.

Cette augmentation sera alors de nouveau déversée dans la demande globale : les entreprises vont l’anticiper, et donc vont demander plus de capital et plus de travail, et ainsi de suite.

L’Etat qui s’est endetté pour relancer l’économie va pouvoir récupérer une partie de la richesse supplémentaire créée ; pour rembourser sa dette, mais aussi les intérêts qui vont avec.

Pour les mêmes effets attendus, l’Etat peut emprunter d’autres chemins ou d’autres stratégies. Par exemple, augmenter les salaires des fonctionnaires ou le niveau du SMIC, ou faire de l’investissement public : le tout va augmenter la demande globale.

L’Etat peut aussi soutenir les entreprises, à condition que la demande globale soit suffisamment élevée : sinon, le soutien sera dilapidé en dividendes, en évasion fiscale ou en épargne d’entreprise, ce qui n’intéresse pas Keynes.

L’Etat peut soutenir les entreprises en les subventionnant directement dans leurs dépenses de recherche, ou en supportant les exportations. Quoiqu’il en soit, Keynes préfère soutenir directement les ménages, et notamment les plus pauvres.